



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 11 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

POUPON Julien

Excusés

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Absents

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

Conseil de Communauté du 11 février 2021
Délibération n°DCC2021_009

Objet	Signature d'une convention de partenariat avec la Région Bretagne sur la politique mobilité
Rapporteur	Julien POUPON
Service	Pôle Aménagement
Thème	Mobilité

Julien POUPON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans le cadre de la politique de contractualisation de la Région Bretagne et de la Loi d'Orientation des Mobilités, la Région a proposé aux EPCI bretons la signature d'une convention de partenariat en matière de mobilité. **Cette convention, en l'état, sera opérationnelle seulement si la Communauté se voit transférer la compétence mobilité.**

Cette convention a pour objectifs :

- d'affirmer la reconnaissance de la CCPLD, en lien avec ses communes membres, comme interlocuteur stratégique et échelle privilégiée d'action en matière de mobilité ,
- de partager des principes et objectifs généraux en matière de mobilité ayant vocation à être déclinés de manière opérationnelle dans le cas où la CCPLD se voit transférer la compétence,
- de permettre la mise en œuvre d'actions mobilité à court terme négociées et partagées par les deux entités.

Ainsi la CCPLD et la Région s'accordent :

- sur le fondement d'une action coordonnée entre les deux parties pour trouver la bonne échelle d'intervention en matière de mobilité, et au regard des compétences de chacune des parties,
- sur le principe de développement de projets structurants pour le territoire communautaire (la constitution de la gare de Landerneau comme futur Pôle d'Echange Multimodal régional, le développement des pôles d'échanges secondaires ferroviaires (haltes TER du territoire), l'amélioration de l'offre de transports publics, le développement de mobilités alternatives à la voiture...)
- d'assurer la prise en compte de l'enjeu des mobilités dans les politiques sectorielles régionales et communautaires (tourisme, économie, insertion sociale et emploi) et les démarches de transitions énergétiques,
- de reconnaître la CCPLD comme un espace géographique pertinent pour l'amélioration des mobilités, en considérant que la coordination des politiques de mobilité sur son territoire aura un intérêt et des répercussions pour l'ensemble des territoires d'échange et limitrophes de la communauté de communes.

Cette convention sera suivie et évaluée au moyen :

- d'un Comité de pilotage constitué des élus en charge de la mobilité à la Région et à la CCPLD, et tout autre élu ou acteur jugé nécessaire, qui se réunira tous les deux ans,
- d'un comité de suivi technique constitué des représentants de la Région et de la CCPLD, se réunissant une fois par an,
- d'un Comité d'évaluation à mi-parcours sous le même format que le Comité de Pilotage.

La convention est conclue pour une période pluriannuelle de 2021 à 2026.

Elle sera considérée comme caduque si la CCPLD ne se voit pas transférer la compétence mobilité.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas ;

Vu les réflexions et les démarches engagées par la CCPLD et ses Communes membres sur le transfert de compétence mobilité à l'échelle communautaire,

Considérant la construction du Projet de Territoire de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et les échanges avec les Communes, en matière de mobilité ;

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 27 janvier 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 janvier 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide le partenariat envisagé entre la Communauté et le Conseil Régional de Bretagne,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention en matière de politiques de mobilité 2021–2026 avec le Conseil Régional de Bretagne et tout autre document y afférent.